

DE GAULLE ET LA POLITIQUE DE GRANDEUR DE LA FRANCE

Une certaine idée de la France

Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée imminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. S'il advient que la médiocrité marque, pourtant, ses faits et gestes, j'en éprouve la sensation d'une absurde anomalie, imputable aux fautes des Français, non au génie de la patrie. Mais aussi, le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang ; que, seules, de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même ; que notre pays, tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur.

Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Plon, 1954



Dessin de Leffel, Le canard enchaîné, 1963



En 1967, en visite à Montréal au Québec, de Gaulle en s'exclamant « Vive le Québec libre » provoque une vague d'indignation dans tout le monde anglo-saxon.

En 1959, de Gaulle reçoit à Colombey-les-Deux-Églises le président américain Eisenhower auquel il précise sa vision politique en matière d'indépendance nationale

Avec insistance, le Président des Etats-Unis m'entretient de l'O.T.A.N. et de l'attitude de la France vis-à-vis de cette institution. Ce qui le préoccupe surtout, c'est notre décision de nous doter d'armes atomiques. Reprenant la proposition qu'avait naguère esquissée Foster Dulles, il offre de nous en céder, à condition que les Américains en aient le contrôle, autrement dit en détiennent les clefs, afin que les projectiles ne puissent être utilisés que par ordre du Commandant en chef de l'O.T.A.N. Comme je lui réponds que, précisément, nous ne voulons de bombes chez nous que si nous en disposons, il me déclare y voir une marque de méfiance envers les États-Unis, ce qui m'amène à lui dire ceci : « Si la Russie nous attaque, nous sommes vos alliés, vous les nôtres. Mais, dans cette hypothèse de conflit et, au demeurant, dans toute autre, nous voulons tenir dans nos mains notre destin, lequel dépendrait surtout du fait que nous serions, ou non, victimes des engins nucléaires. Il nous faut donc avoir de quoi dissuader tout agresseur éventuel de nous frapper chez nous, ce qui exige que nous soyons en mesure de le frapper chez lui et qu'il sache que nous le ferions sans attendre aucune permission du dehors. Dans une lutte entre l'Ouest et l'Est, vous, Américains, avez assurément les moyens d'anéantir l'adversaire sur son territoire. Mais il a ceux de vous mettre en pièces sur le vôtre. Comment nous, Français, serions-nous sûrs, qu'à moins que vous soyez bombardés directement sur le sol des États-Unis, vous vous mettriez dans ce cas que la mort vous tombe sur la tête, même si, en expirant, vous pourriez croire que le peuple russe disparaît en même temps que vous ? La réciproque est d'ailleurs vraie, de telle sorte que, pour la Russie et pour l'Amérique, la dissuasion existe. Mais elle n'existe pas pour les alliés respectifs de celle-ci et de celle-là. Qu'est-ce qui, en effet, empêcherait l'une et l'autre d'écraser ce qui se trouve entre leurs œuvres vives, c'est-à-dire essentiellement le champ de bataille européen ? N'est-ce pas, d'ailleurs, ce à quoi se prépare l'O.T.A.N. ? Au surplus, dans cette éventualité, la France serait condamnée par préférence, pour beaucoup de raisons géographiques, politiques, stratégiques, comme l'ont, à l'avance, montré les deux guerres mondiales. Elle tient donc à se donner une chance de subsister, et cela quel que soit et d'où que vienne le péril qui la menacerait ».

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*



Inauguration officielle du sous marin nucléaire lanceur d'engins *Le Redoutable* à Cherbourg par Charles de Gaulle en 1967